



## Avis CFDT sur le projet de 3550 suppressions de postes

Le plan PREC présenté ce jour au CCE ne traite qu'un seul volet de l'accord GPEC signé par la CFDT. La CFDT **refuse** que seul ce volet "suppression d'emplois" soit encore une fois appliqué. Le volet formation de l'accord GPEC aurait du permettre à l'entreprise de faire évoluer les compétences des salariés dont les emplois sont menacés : c'est la genèse de la GPEC. La mise en place de telles mesures aurait au moins permis de minimiser l'ampleur du plan annoncé et aurait permis à PSA de faire évoluer les salariés aux nouveaux métiers.

Par ailleurs, la direction exclut de ce plan un nombre important d'Ouvriers Polyvalent d'UEP âgés et usés par le travail.

La trésorerie du groupe est saine, PSA prévoit une légère baisse (-3,5%) des ventes mondiales et le groupe prévoit d'augmenter le nombre de produits d'ici 2012. Ce constat est incohérent avec la volonté de PSA de réduire significativement les effectifs.

Lors de la mise en place de la politique de plateforme, PSA a réussi à rationaliser la diversité des pièces et les lieux de production. Cette politique industrielle aurait pu être améliorée mais la multiplication des silhouettes va à l'encontre de cette optimisation. Les sites touchés aujourd'hui par votre plan (en particulier Rennes) en font les frais.

La CFDT **constate** qu'une fois de plus, ce sont **les salariés qui doivent supporter** les conséquences de cette politique. Ceci est d'autant plus problématique que l'ouverture du plan de départs intervient au moment où la conjoncture économique et donc la facilité de retrouver **un emploi est fortement défavorable**.

Derrière cette annonce, c'est toute la filière automobile qui est impactée. La stratégie du donneur d'ordre impacte les sous traitants et les emplois qui en découlent. PSA doit dynamiser les bassins d'emploi dont les sites dépendent.

**Pour la CFDT, la défense de l'emploi reste notre priorité. Il est de notre devoir d'agir pour que la direction anticipe les changements de métiers du monde automobile en partenariat avec les responsables politiques afin d'affronter avec sérénité les changements indispensables permettant de répondre aux besoins environnementaux.**

**Dans ces conditions, la CFDT ne peut cautionner un tel projet.**

**Fait à PARIS  
Le 02 Décembre 2008**